notre pays...

de ses fonctions, lui dérobait la matière sur laquelle il a longtemps exercé ses «nafhate» et son diktat. Telle une Assemblée nationale dans un régime parlementaire, il lui retirait sa confiance, votait une motion de censure contre lui, le renversait. Il avait changé les règles du jeu et signé le décret souverain par lequel il dissolvait l'Etat Errant. Le contrat social était unilatéralement rompu.

C'était la meilleure Assemblée constituante qu'on pouvait concevoir, l'exercice le plus direct de la démocratie. Le slogan de 1962 prenait enfin son sens : «Un seul héros, le peuple ! » A l'époque, ce slogan faisait l'affaire de ceux qui voulaient s'emparer du pouvoir parce qu'il leur permettait de cacher leur véritable apport à la Révolution.

Un Etat, même errant, se compose d'un territoire, d'une population et d'une administration. En Algérie, il y avait toujours le territoire mais il était vidé de ses habitants. Et sans les habitants, il n'y a ni administration, ni Etat. Le pouvoir était réduit à quelques dizaines d'individus bloqués chez eux pour la plupart car leurs chauffeurs ne sont pas venus les chercher depuis le 25 juin. Au quatrième jour de la grève totale, il avait perdu la capacité juridique de représenter le pays devant la communauté internationale. Il n'avait plus au nom de qui parler ou contracter. Il avait perdu son fonds de commerce, son registre de commerce, son enseigne et sa délégation de signature. Il ne pouvait plus promulguer de lois «Au nom du peuple». Il était destitué de facto, licencié, frappé d'ostracisme, reclus dans ses bureaux.

Au bout de huit jours (comme en 1957) le Conseil de sécurité de l'ONU, qui en était au sixième renversement de régime dans le monde arabe et qui avait mis en place une jurisprudence ad hoc, vota une résolution recommandant la fin de la reconnaissance du pouvoir algérien, le gel des avoirs d'une trentaine de responsables, et l'ouverture d'une enquête par la Cour pénale internationale sur les pertes humaines causées par la crise.

C'étaient les malades décédés du fait de la fermeture des services de santé. On estimait qu'il pouvait s'agir d'un crime contre l'humanité puisque c'est à cause du pouvoir que tout est arrivé. Il fallait anticiper, et il ne l'avait pas fait. Le problème n'avait pas échappé au peuple, mais on n'avait pas trouvé le moyen de faire observer la règle d'occultation générale tout en tolérant des exceptions pour une raison ou une autre. Les malades eux-mêmes avaient compris et admis le risque, comme les héros des causes justes. Trois jours après l'adoption de la résolution onusienne, le peuple sortait manifester dans la joie sa victoire. On était le 5 juillet.

On peut se demander ce qu'il en était des militants des partis administratifs sur lesquels s'appuyait le pouvoir. Un correctif d'abord : il ne reposait pas sur eux, ce sont eux qui reposaient sur lui, et se reposaient du même coup. Dès qu'ils ont compris que c'était sérieux, que la parade habituelle n'allait pas être fructueuse, ils firent comme le peuple de peur d'être repérés et mis en quarantaine dans l'Algérie de demain. Ils s'étaient évaporés comme les millions de militants de Ben Ali et de Moubarak. Ce sont eux d'ailleurs qui avaient les mégaphones, gardés depuis la dernière campagne électorale.

Les Algériens ne le savaient pas mais moi, spectateur virtuel dans le songe, je pleurais d'émotion et de fierté en constatant à quel point ils avaient bouleversé l'opinion publique mondiale. Il n'y avait qu'éloges pour eux dans la presse internationale et les chaînes de télévision. Ils avaient retrouvé le prestige et le respect dont ils étaient entourés dans les années cinquante. Les Etats-Unis et l'Union européenne offraient de supprimer le visa pour eux. Le Canada déclara qu'il était prêt à accueillir tous les Algériens qui souhaitaient s'installer chez lui sans restriction de nombre. Nos ambassades et consulats étaient assaillis de demandes de visa. Les investisseurs étrangers se bousculaient à leurs guichets pour venir travailler chez nous, promettant de résorber le chômage en deux ou trois ans. Les pays nordiques menaient campagne pour que le prochain prix Nobel de la paix leur soit attribué. Aucun peuple, même ceux qui ont donné naissance à Lao Tseu et à Gandhi, n'aurait pu rêver d'une telle prouesse. C'était une première mondiale, une opération sans précédent dans l'histoire humaine. Un stratège chinois des temps anciens a dit que la meilleure victoire est celle qu'on remporte sans livrer de combat. Les Algériens l'ont fait : ils ont remporté la victoire sans coup férir, sans brûler aucune école, aucune bibliothèque, aucun bus ; sans casser une seule vitrine et sans blesser un seul membre des forces de l'ordre. Ce n'était qu'un rêve, et cet écrit lui-même n'est peut-être qu'un moment de ce rêve. Mais si, à en croire Freud, le rêve est la réalisation d'un désir, le facteur déclencheur doit en avoir été les révolutions arabes. Je vais me pincer pour voir.

N. B.

Publicité

Sous le Haut Patronage de son Excellence Monsieur le Président de la République

Le Ministère de la Formation et de l'Enseignement Professionnels et BMA PROD COM ,

organisent en partenariat

SIFOCC

Le Salon International de la Formation Continue et des Compétences

الصالون الدولي للتكوين المتواصل و المهارات

International Exhibition of Continuous Training and Skills

Palais de la Culture MOUFDI Zakaria Alger

du 19 au 21 juin 2011

SARL BMA PROD COM

15,Rue Almostakbal
O. Roumane- Al Achour, Alger
Tél : 021 30 72 41
Fax: 0 21 30 88 52